

Le 10 novembre, à Paris, nous dirons STOP à l'islamophobie !

Depuis bien trop longtemps, les musulmanes et les musulmans en France sont la cible de discours venant parfois de «responsables» politiques, d'invectives et de polémiques relayés par certains médias, participant ainsi à leur stigmatisation grandissante.

Depuis des années, la dignité des musulmanes et des musulmans est jetée en pâture, désignée à la vindicte des groupes les plus racistes qui occupent désormais l'espace politique et médiatique français, sans que soit prise la mesure de la gravité de la situation.

Depuis des années, les actes qui les visent s'intensifient : qu'il s'agisse de discriminations, de projets ou de lois liberticides, d'agressions physiques de femmes portant le foulard, d'attaques contre des mosquées ou des imams, allant même jusqu'à la tentative de meurtre.

L'attentat contre la mosquée de Bayonne le 28 octobre, en est la manifestation la plus récente et les services de l'Etat savent que la menace terroriste contre les lieux de culte musulmans est grande.

Il a fallu que cette violence jaillisse aux yeux de tous, à travers l'humiliation d'une maman et de son enfant par un élu RN au conseil général de Bourgogne-Franche-Comté, pour que tout le monde réalise ce que des associations, des universitaires, des personnalités, des syndicats, militants et au-delà, des habitants, dénoncent à juste titre depuis des années : l'islamophobie en France est une réalité. Quel que soit le nom qu'on lui donne, il ne s'agit plus ici de débats d'idées ou de critique des religions mais d'une forme de racisme explicite qui vise des personnes en raison de leur foi. Il faut aujourd'hui s'unir et se donner les moyens de la combattre, afin que plus jamais, les musulmanes et les musulmans ne puissent faire l'objet de tels traitements.

Depuis des années, les actes qui les visent s'intensifient : qu'il s'agisse de discriminations, de projets ou de lois liberticides, d'agressions physiques de femmes portant le foulard, d'attaques contre des mosquées ou des imams, allant même jusqu'à la tentative de meurtre.

L'attentat contre la mosquée de Bayonne le 28 octobre, en est la manifestation la plus récente et les services de l'Etat savent que la menace terroriste contre les lieux de culte musulmans est grande.

Puisque les discours et déclarations d'intention ne suffisent plus, parce que l'heure est grave : le 10 novembre à Paris nous marcherons pour dire :

- STOP aux discours racistes qui se déversent sur nos écrans à longueur de journée, dans l'indifférence générale et le silence complice des institutions étatiques chargées de lutter contre le racisme.
- STOP aux discriminations qui visent des femmes portant le foulard, provoquant leur exclusion progressive de toutes les sphères de la société
- STOP aux violences et aux agressions contre les musulmanes et les musulmans, qui se retrouvent progressivement déshumanisés et stigmatisés, faisant d'eux des terroristes potentiels ou des ennemis de l'intérieur.
- STOP aux délations abusives jusqu'au plus haut niveau de l'Etat contre des musulmans dont le seul tort serait l'appartenance réelle ou supposée à une religion.
- STOP à ces dispositifs de surveillance de masse qui conduisent à une criminalisation pure et simple de la pratique religieuse.

Les conséquences, notamment pour des salariés licenciés et des familles déstabilisées, sont désastreuses et ne peuvent plus être tolérées. Cette criminalisation se fait au détriment des libertés fondamentales et des principes les plus élémentaires d'égalité censés guider notre pays.

Nous, musulmans ou non, disons STOP à l'islamophobie et nous serons nombreux pour le dire ensemble le 10 novembre prochain à Paris.

Nous appelons toutes les organisations, toutes les associations, tous les collectifs, toutes les fédérations de parents d'élèves, tous les partis politiques, toutes les personnalités, tous les médias, toutes les personnes solidaires à se joindre à cet appel solennel et à répondre présent à la marche du 10 novembre prochain.

Il en va des libertés fondamentales de tous. Il en va de la dignité et de l'intégrité de millions de concitoyens. Il en va de notre unité à tous, contre le racisme sous toutes ses formes qui, aujourd'hui, menace une nouvelle fois la France

Premiers signataires:

Jean-Luc Mélenchon et l'ensemble du groupe parlementaire La France insoumise ; Benoît Hamon et Génération.s ; Esther Benbassa, sénatrice EE-LV de Paris ; André Chassaigne, député, président du groupe GDR ; Elsa Faucillon, députée PCF ; Olivier Besancenot, NPA ; Laura Slimani, élue de Rouen, direction nationale de Génération.s ; Leïla Chaïbi, eurodéputée LFI ; David Cormand, secrétaire national d'EE-LV ; Stéphane Peu, député PCF ; Azzédine Taïbi, maire PCF de Stains ; Younous Omarjee, eurodéputé ; Manon Aubry, eurodéputée ; Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT ; Jérôme Rodrigues, Gilet jaune ; Assa Traoré, comité Adama ; Aurélie Trouvé porte parole d'Attac ; Myriam Pougetoux, Unef ; Marwan Muhammad, auteur et statisticien ; Nora Hamadi, journaliste ; Aida Touihri, journaliste ; Edwy Plenel, journaliste ; Rokhaya Diallo, journaliste et réalisatrice, Pierre Jacquemain, rédacteur en chef de Regards ; Taha Bouhaf, journaliste ; Alain Gresh, journaliste ; Pouria Amirshahi, directeur de publication de Politis ; Dominique Vidal, journaliste et historien ; Éric Fassin, sociologue ; Julien Salingue, docteur en science politique ; Étienne Balibar, universitaire ; Sylvie Tissot, sociologue ; Ludivine Bantigny, historienne ; Vincent Geisser, politologue ; Geneviève Garrigos, féministe, militante des droits humains ; Mathilde Larrère, historienne ; Laurence De Cock, enseignante ; Arié Alimi, avocat ; Fianso, artiste ; Mathieu Longatte (Bonjour Tristesse) ; Vikash Dhorasoo, ancien de joueur de foot, parrain d'Oxfam et président de Tatane ; Fédération syndicale unitaire (FSU) ; Union syndicale Solidaires ; Action Antifasciste Paris Banlieue (AFA) ; Michèle Sibony et l'Union juive française pour la paix (UJFP) ; Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP). Un appel initié par Madjid Messaoudene (élu de Saint-Denis), le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), le Comité Adama, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), la Plateforme L.E.S. Musulmans, l'Union nationale des étudiants de France (Unef), l'Union communiste libertaire (UCL)